

L'Opep+ devrait envisager d'arrêter ses baisses de production

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4966 - Ven. 27 - Sam. 28 décembre 2019 - Prix : 10 DA

La route qui tue
Six morts et cinq blessés dans un accident à El Oued

45^e vendredi du hirak

Nouvelle marche citoyenne pour le changement

La contradiction pacifique apportée par deux fois aux hirakistes

Par Mohamed Habili

Pour ce qui concerne l'Algérie, il est remarquable que 2019 ait été encore à ses débuts au moment où la crise qui la caractérise commençait, ce qui bien sûr s'était produit un certain 22 février, et qu'elle se termine, ou du moins tend à cela, dans le même temps où l'année finit de glisser à reculons dans le passé. Ce qu'elle a fait en deux temps rapprochés : une première fois avec la tenue de la présidentielle du 12 décembre, et une seconde et à quelques jours seulement d'intervalle avec les obsèques très populaires de Ahmed Gaïd Salah. Un seul de ces événements aurait suffi à clore la crise, mais il a fallu, contre toute attente, qu'ils se suivent de près, on dirait pour mieux convaincre ceux qui en douteraient encore qu'une page sans exemple de l'histoire récente du pays se tourne bel et bien. Bien entendu, cette opinion ne sera pas partagée par nombre de hirakistes, du moins pas tout de suite, pour qui la crise ne sera résolue qu'une fois satisfaites leurs demandes. En effet, une première fois l'élection présidentielle, dont les adversaires pariaient sur la non-tenue, et une seconde les funérailles du chef d'état-major de l'ANP, ont réfuté l'affirmation réitérée pendant quasiment une dizaine de mois que le hirak, c'était le peuple souverain tout entier qui le nourrissait. Et qu'à ce titre il fallait lui céder sur toute la ligne.

Suite en page 3

Abdelmadjid Tebboune préside une réunion du Haut conseil de sécurité

Vigilance face aux menaces sur nos frontières



Ph/D. R.

La question sécuritaire qui s'est dégradée en Libye ainsi que dans la région du Sahel et la sécurisation des frontières étaient au cœur d'une réunion du Haut conseil de sécurité présidée jeudi par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. [Lire page 2](#)

Tizi Ouzou

Plusieurs mesures préventives au «virage de la mort» de Oued Fali

«Cinéma-Touat»

Plus de 20 documentaires et courts métrages au rendez-vous à Adrar

La route qui tue Six morts et cinq blessés dans un accident à El Oued

SIX personnes ont trouvé la mort et cinq autres ont été blessées suite à un accident de la circulation survenu vendredi après midi dans la wilaya d'El Oued, a-t-on appris des services de la Protection civile. Le drame est survenu au niveau de la route nationale (RN-48 (A) reliant la commune de Réguiba (30 km nord du chef-lieu de wilaya) et celle de Djamaa (wilaya d'El M'Gair), suite à une collision frontale entre un véhicule utilitaire et un camion léger, causant la mort sur place de six personnes et des blessures à cinq autres, a indiqué le directeur de la protection civile Ahmed Baouji. Les corps des victimes ont été déposés à la morgue de l'établissement public hospitalier (Ben Amar Djilani de la ville d'El Oued, où ont été également évacués aux services des urgences les blessés, selon la même source. Une enquête a été diligentée par les services de sécurité compétents pour déterminer les circonstances exactes de ce drame.

K. L.

Tunisie Séance de travail entre Kais Saïed et Habib Jemli sur la formation du gouvernement

UNE SÉANCE de travail a eu lieu, vendredi au Palais de Carthage, entre le président de la République tunisienne, Kais Saïed, et le Chef du gouvernement désigné, Habib Jemli. La réunion qui s'est tenue à la demande de Habib Jemli est consacrée aux derniers développements du processus de formation du gouvernement, a déclaré Rachida Ennaïfer, conseillère auprès de la présidence de la République tunisienne, chargée de la communication et de l'information. Et de préciser que les travaux de la séance de travail se poursuivront cet après-midi. Le 23 décembre dernier, Jemli avait annoncé, lors d'une conférence de presse, à l'issue de sa rencontre avec le chef de l'Etat, la décision de former un gouvernement de compétences nationales, en dehors des partis politiques, y compris le mouvement Ennahdha. Il avait justifié sa décision par le fait que certains partis politiques ont campé sur leurs positions en maintenant leurs conditions excessives, en dépit de plusieurs concessions faites dans ce sens. Jemli s'était dit surpris de voir plusieurs partis politiques se retirer des concertations pour la formation du nouveau gouvernement. Les partis Tahya Tounes (14 députés), le Courant démocrate (22 députés) et Echaâb (16 députés) avaient, officiellement, annoncé leur retrait des concertations autour de la formation du nouveau gouvernement.

R. M.

Abdelmadjid Tebboune préside une réunion du Haut conseil de sécurité

Vigilance face aux menaces sur nos frontières

■ La question sécuritaire qui s'est dégradée en Libye ainsi que dans la région du Sahel et la sécurisation des frontières étaient au cœur d'une réunion du Haut conseil de sécurité présidée jeudi par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.



Par LOUIZA AIT RAMDANE

Compte tenu de la situation sécuritaire en Libye et la menace de la Turquie d'y intervenir militairement, ainsi que les conflits dans la région du Sahel, notamment au Mali, l'Algérie doit renforcer la sécurité à ses frontières. La réunion du Haut conseil de sécurité a été surtout consacrée à la sécurisation des frontières du pays. Ainsi, le Haut conseil de sécurité a examiné la situation dans la région, notamment au niveau des frontières avec la Libye et le Mali. A ce propos, le Haut conseil de sécurité a décidé d'une batterie de mesures à prendre pour la protection de nos frontières et notre territoire national et la redynamisation du rôle de l'Algérie au plan international, particulièrement en ce qui concerne ces deux dossiers, et de manière générale dans le Sahel, la région saharienne et l'Afrique, précise le communiqué de la Présidence. Le président de la République a décidé de réunir le Haut conseil de sécurité de manière périodique et chaque fois que nécessaire.

Le Parlement turc doit voter début janvier un texte autorisant l'envoi de troupes militaires en Libye. Ainsi, le président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé, jeudi, que des troupes militaires vont être prochainement dépêchées à la demande de Tripoli. «Nous allons présenter la motion pour l'envoi de soldats en Libye dès la reprise des travaux du Parlement, le 7 janvier», a déclaré Erdogan lors d'un discours à Ankara. «Nous soutenons par tous les moyens le

gouvernement de Tripoli, qui résiste contre un général putschiste...», a-t-il poursuivi, se référant à Haftar qui a lancé en avril dernier une offensive pour s'emparer de la capitale Tripoli. Cette décision d'intervention militaire a été précédée par un rapprochement mené au pas de charge entre les deux pays, à l'initiative de la Turquie. Le Parlement turc a déjà approuvé samedi dernier un accord de coopération militaire et sécuritaire signé avec le GNA le 27 novembre lors d'une visite à Istanbul de son président Fayeze al-Serraj. L'accord permet aux deux parties d'envoyer dans l'un et l'autre pays du personnel militaire et policier pour des missions d'entraînement et d'éducation, tout indiqué des responsables turcs. Pour obtenir l'autorisation de déployer des forces combattantes en Libye, le gouvernement turc doit faire approuver par le Parlement un mandat séparé, comme il le fait tous les ans pour envoyer des militaires en Irak et en Syrie. Ankara avait également signé, lors de la visite de Fayeze al-Serraj, un accord de délimitation maritime qui permet à la Turquie de faire valoir des droits de vastes zones en Méditerranée orientale convoitées par d'autres pays, notamment la Grèce. Le 10 décembre, Erdogan avait déclaré que la Turquie était prête à déployer des troupes en Libye pour soutenir le GNA si celui-ci en faisait la demande. Les déclarations d'Erdogan sur l'envoi de troupes en Libye surviennent au lendemain d'une visite surprise qu'il a effectuée en Tunisie, au cours de laquelle il a notam-

ment évoqué le dossier libyen avec son homologue tunisien Kais Saïed.

Le président tunisien : «La Tunisie ne sera jamais membre d'une coalition»

Par ailleurs, le président tunisien a réagi à cette annonce soulignant dans un communiqué que son pays ne serait jamais membre d'une coalition et qu'il n'accepterait pas que son pays soit gouverné par un autre Etat, rapporte l'agence tunisienne TAP. «Le territoire national ne peut être que sous la souveraineté tunisienne», a assuré la présidence de la République dans un communiqué, dénonçant «les déclarations, les mauvaises interprétations, et les allégations mensongères» qui se sont poursuivies depuis mercredi. «Ces déclarations émanent soit d'un malentendu soit des mêmes sources qui ne cessent de mener des campagnes de dénigrement et de diffamation», précise la Présidence tunisienne dans le même communiqué, sans les citer, avant d'avertir: «Toute position inverse émanant de la Tunisie ou de l'extérieur n'engage que son auteur». D'après le communiqué, le chef de l'Etat tunisien «est déterminé à préserver la souveraineté, l'indépendance et la liberté de décision de la Tunisie. Une détermination qui ne peut en aucun cas faire l'objet de surenchères ou de débats». «Ces mensonges et ces campagnes de dénigrement ne peuvent en aucun cas détourner l'attention du peuple tunisien sur ses vrais pro-

blèmes, notamment les dossiers économiques et sociaux», souligne la Présidence. Ces déclarations interviennent au lendemain de la visite, mercredi, du président turc Recep Tayyip Erdogan en Tunisie et qui a provoqué des réactions diverses. Des partis et coalitions politiques tunisiens ont exprimé, dans des déclarations distinctes, leur opposition à la visite non annoncée du président Erdogan en Tunisie. Ils ont appelé à l'impératif de ne pas s'ingérer dans les affaires internes de la Libye et «se laisser entraîner dans les politiques des axes».

Il y a lieu de rappeler que la Libye est déchirée entre deux forces rivales, qui risquent de déstabiliser la région. Le GNA formé sous l'égide de l'ONU et basé à Tripoli dans l'ouest du pays et le maréchal Khalifa Haftar, commandant en chef de l'Armée nationale libyenne qui a lancé début avril une offensive pour conquérir la capitale. Le ministre libyen de l'Intérieur du gouvernement d'Union nationale (GNA) de Fayeze el-Serraj, Fathi Bachagha, a mis en garde contre la chute d'Alger et de Tunis si l'offensive lancée le 12 décembre par le maréchal Khalifa Haftar contre Tripoli aboutissait à la chute de la capitale libyenne. «Si Tripoli tombe, Tunis et Alger tomberont à leur tour», dira-t-il, avant de souligner qu'«il s'agit d'une tentative de semer l'anarchie dans la région et de faire main basse sur l'Afrique du Nord». Fathi Bachagha n'a pas manqué de rappeler l'existence d'une coopération importante entre la Libye, la Turquie, la Tunisie et l'Algérie. Pour le ministre libyen, cette situation qui met en danger tous les pays de la région, nécessite une coopération stratégique agressive pour faire face au danger terroriste.

Avant l'entame de la réunion du Haut conseil de sécurité qui a eu lieu au siège de la présidence de la République, M. Tebboune «a invité l'assistance à observer une minute de silence à la mémoire du défunt de la nation, le moudjahid général de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah et en hommage à ses grands sacrifices et dévouement au service de la patrie», précise le communiqué. Le Haut conseil de sécurité a débuté ses travaux «en saluant l'élan populaire qui a accompagné le défunt à sa dernière demeure, un élan qui a épaté le monde entier et démontré véritablement la synergie du peuple algérien vaillant et son Armée nationale populaire, garante de la Constitution et des institutions de la République».

L. A. R.

45^e vendredi du hirak

Nouvelle marche citoyenne pour le changement

■ Contrairement aux 44 vendredis précédents, aucune marche matinale n'a été organisée dans les différentes villes du pays. La marche a débuté en début d'après-midi où des milliers de citoyens, toujours aussi déterminés, ont manifesté pour réitérer leurs revendications et exiger le changement.



Ph. > E. Sorayefi, A.

Par Thinhinene Khouchi

Les citoyens ne veulent pas baisser les bras, ils assurent qu'ils sont déterminés à marcher jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Hier, pour la 45^e fois, des milliers de citoyens ont investi la rue dans les différentes villes du pays. A Alger, la marche matinale a été très peu suivie. C'est après 12h que les premiers manifestants ont commencé à se regrouper à la rue Didouche Mourad, rue Hassiba, place Maurice Audin où un dispositif de police était déployé pour endiguer la foule, mais sans aucune agressivité. Lors de cette nouvelle marche, les hirakistes ont réitéré les revendications

scandées depuis le premier jour du hirak, à savoir l'instauration d'un Etat de droit, l'indépendance de la justice et l'application des articles 7 et 8 de la Constitution, réclamant aussi la «liberté» et «l'indépendance». Sillonant les différentes rues menant vers le centre-ville de la capitale, les participants à cette 45^e marche ont aussi réclamé la poursuite de la libération des détenus d'opinion inscrivant sur leurs pancartes «noutalib bi mouwassalata tahrir soujanae el raey» (on veut la poursuite de la libération des détenus d'opinion) «el hourya li soujanae el hirak bidoun chouroute» (liberté aux prisonniers du hirak sans conditions) ou encore «libérez Tabbou, libérez Bouregaa, libé-

rez nos hommes». Certains manifestants ont aussi appelé le Président à choisir des hommes fiables qui n'ont aucune relation avec l'ancien régime dans le nouveau gouvernement. En réponse à l'appel au dialogue lancé par le Président dès son installation, les hirakistes affirment qu'ils ont tout dit dans leur marche et que leurs revendications sont inscrites sur chaque pancarte et qu'il n'a qu'à marcher avec son peuple pour comprendre leurs revendications : «Il doit venir marcher avec nous, on ne veut pas d'intermédiaire entre nous. S'il veut dialoguer avec nous il n'a qu'à jeter un coup d'œil sur les pancartes qu'on soulève chaque vendredi et mardi», dira un manifestant.

Scandant «silmya silmya, mata-libna charaiya» (pacifique, pacifique nos revendications sont légitimes), les manifestants réaffirment leur détermination à poursuivre leur mouvement pacifique comme au premier jour. Les marcheurs ont en outre appelé à la poursuite du jugement de toutes personnes impliquées dans la corruption et de toutes personnes impliquées dans la création de la crise que connaît l'Algérie aujourd'hui. Des marches similaires ont eu lieu à Béjaïa, Tizi-Ouzou et autres villes du pays, où un nombre très important de citoyens sont sortis pour exiger le changement, l'instauration d'un Etat de droit et une Algérie libre et démocratique. T. K.

Pétrole

L'Opep+ devrait envisager d'arrêter ses baisses de production

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés, désignés sous le nom d'Opep+, devraient envisager de mettre fin l'an prochain à leurs baisses de production, a déclaré hier le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak.

«En ce qui concerne les baisses de production, je le répète, ce n'est pas un processus sans fin. Une décision sur la sortie devra être prise progressivement pour conserver notre part de marché et afin que nos entreprises puissent être en mesure de mettre en œuvre leurs projets», a dit le ministre sur l'antenne de Rossiya 24 TV. «Je pense que nous examinerons cela cette année (2020)», a-t-il ajouté. Depuis 2017 et dans le but de soutenir les cours du brut, l'Opep+ limite sa production pour réduire les excédents sur le marché du pétrole dus à l'essor de la production aux Etats-Unis, premier producteur mondial, qui

ne participent pas aux mesures d'encadrement. Les membres de l'Opep+ se sont mis d'accord début décembre sur une nouvelle baisse de production de 500 000 barils par jour, portant la baisse entamée en 2017 à 1,7 million de bjp, soit 1,7 % de l'offre mondiale. Cette baisse est calculée à partir des niveaux de production d'octobre 2018 et fera l'objet d'un examen d'étape en mars 2020. Les 14 membres de l'Opep+ s'étaient mis d'accord fin 2016 avec dix autres pays pétroliers, dont le géant russe, pour limiter leur production afin de faire face au boom du gaz de schiste américain. Cette alliance, connue sous le nom de «Opep+», pompe environ la moitié du pétrole mondial. Face à une demande mondiale faiblissante et à la concurrence américaine, le cartel des pays exportateurs souhaite continuer à brider sa production pour soutenir les cours. L'Arabie saoudite suppor-

te à elle seule l'essentiel du fardieu et produit déjà en-dessous de son quota. La prochaine réunion de l'Opep+ est prévue le 6 mars 2020.

Les cours au plus haut en trois mois dans un marché optimiste

Les prix du pétrole progressaient hier, avant la publication des stocks américains par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) plus tard dans la journée, franchissant un nouveau plus haut en trois mois. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait vers midi 68,16 dollars à Londres, en hausse de 0,35 % par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour le même mois gagnait 0,37 %, à 61,91 dollars. L'or noir n'a plus atteint de tels niveaux depuis les attaques mi-septembre contre deux sites en

Arabie saoudite, qui avaient fait flamber les prix. La veille, après une journée de clôture pour Noël, le pétrole avait repris sa hausse du début de semaine, finissant en hausse de 0,93 % pour le WTI et de 1,07 % pour le Brent. Après la publication des données de la fédération professionnelle American Petroleum Institute (API) jeudi, faisant état d'une baisse des stocks de brut américain de près de 8 millions de barils, les acteurs du marché attendent désormais ceux de l'EIA, considérés comme plus fiables. Les analystes s'attendent à une baisse des stocks de brut de 1,5 million de barils, à une hausse de 1,6 million de barils pour ceux d'essence et à une augmentation de 600 000 pour les autres produits distillés (fioul de chauffage et gazole), pour la semaine achevée le 20 décembre. D'après les spécialistes du marché, la baisse attendue des stocks de pétrole améri-

LA QUESTION DU JOUR

La contradiction pacifique apportée par deux fois aux hirakistes

Suite de la page une

On avait beau leur objecter que cela était faux, que seule une partie du peuple manifestait chaque vendredi, et qu'il y avait du totalitarisme à soutenir le contraire, ils répliquaient immanquablement qu'ils étaient le peuple algérien dans son intégralité. L'élection présidentielle n'aurait pas été possible si cette affirmation était vraie. Dès l'annonce de ses résultats ces négateurs se sont empressés de les contester, en y allant notamment de leur propre chiffre de participation, qui aurait été de 8% seulement, à croire qu'ils avaient disposé de leur propre autorité indépendante des élections. Quelques jours plus tard seulement Ahmed Gaïd Salah décédait, dont les obsèques allaient drainer une foule au moins aussi grande que celles qui avaient rempli les rues d'Alger les premiers vendredis du hirak, sinon plus. Toujours est-il qu'il n'était plus possible après elles de soutenir que celui-ci, c'était tout le peuple algérien qui le portait, qui s'y reconnaissait et le perpétuait. Les obsèques de Gaïd Salah n'auraient pas revêtu un caractère populaire aussi évident si cette affirmation était vraie. Sans doute ont-elles été officielles, et nationales, en cela du reste convenant davantage à un chef d'Etat qu'à un chef militaire. Or elles n'ont pas été que cela. Elles n'auraient été que cela si nombre d'Algériens ne se les étaient pas appropriées, ce qu'au contraire ils ont fait, et peut-être plus nettement que lors des deux ou trois autres obsèques auxquelles il est possible de les comparer. Un régime qui est encore capable d'obtenir l'adhésion populaire n'est pas mort, contrairement à ce que répètent et ses opposants et les suppôts de l'ancienne puissance colonisatrice, qui cette année auront été particulièrement actifs. Il est facile de mettre en doute la véracité d'un taux de participation, il n'est pas possible de contester la foule gigantesque venue des quatre coins du pays accompagner Ahmed Gaïd Salah à sa dernière demeure. Ceux des hirakistes qui n'ont jamais écouté que leur cœur en descendant chaque vendredi dans les rues, et qui pendant tout ce temps ont cru sincèrement que tout le peuple algérien pensait comme eux, ont pu constater ce 25 décembre que sur ce point du moins ils se trompaient, que bien de leurs compatriotes ont vécu différemment 2019, qui s'en va.

M. H.

cains – même si elle n'est pas aussi forte que celle annoncée par l'API – ne devrait pas entamer cette tendance à la hausse des cours. Meriem Benchaoua

Tizi Ouzou

Plusieurs mesures préventives au «virage de la mort» de Oued Fali

■ Les services de la Direction des travaux publics ont procédé à l'installation de panneaux de signalisation lumineux qui faisaient défaut jusque-là en dépit des accidents précédemment enregistrés à ce même endroit.

Par Hamid M.

Les autorités de la wilaya de Tizi Ouzou ont enfin décidé de prendre les mesures nécessaires afin de prévenir contre d'éventuels nouveaux drames routiers au niveau sur la RN 12 à hauteur du «virage de la mort» de Oued Fali dont le dernier il y a une semaine quand 5 personnes avaient trouvé la mort et 35 autres ont été blessées.

En effet, les services de la direction des travaux publics ont procédé à l'installation de panneaux de signalisation lumineux qui faisaient défaut jusque-là en dépit des accidents précédemment enregistrés à ce même endroit.

Des cataphotes (système de réflexion de la lumière la nuit permettant d'être visible) et des bandes rugueuses (destinées à attirer l'attention du conducteur d'un véhicule par des vibrations) ont été également installés.

S'agissant des conclusions de l'expertise menée par l'Agence nationale des autoroutes (ANA) dépêchée lundi



dernier, la réalisation a été faite conformément aux normes et l'échangeur érigé à l'endroit en

question ne souffre d'aucune anomalie. De leur côté, les services de la Gendarmerie natio-

nale ont indiqué que l'enquête sur les circonstances du récent accident enregistré au niveau

de cet échangeur est toujours en cours.

H. M.

Propagation des hépatites B et C

Les cliniques dentaires, des foyers de transmission de l'hépatite

Des experts en santé s'accordent à dire que la propagation des hépatites B et C est due, en grande partie, au non-respect par certaines cliniques dentaires privées des protocoles de stérilisation du matériel et au manque de formation des assistants dentaires.

L'hépatite B, transmissible par les liquides biologiques (sang, salive...) et l'hépatite C transmissible uniquement par le sang figurent parmi les pathologies les plus répandues dans la société, a déclaré à l'APS le président de l'association SOS hépatite, Abdelhamid Bouallag. En Algérie, à l'instar de tous les pays du monde, les cliniques dentaires viennent en tête des foyers de transmission du virus, a expliqué M. Bouallag, s'appuyant aux résultats de rapports de plaintes et enquêtes médicales. Pour lui, la propagation de l'hépatite, notamment C, s'est accélérée par le manque d'hygiène et l'utilisation de matériel non stérilisé au niveau des cliniques dentaires privées, dont certaines ne disposent même pas d'autoclave (équipement de stérilisation). Plus grave encore, certains patients omettent de déclarer au dentiste leur maladie, a-t-il ajouté précisant, à ce propos, que «90 % des personnes atteintes l'ignorent carrément». Par ailleurs, le président de l'association SOS hépatite a relevé un autre facteur crucial, à savoir le manque flagrant de for-

mation des assistants dentaires, se félicitant de l'intérêt accordé, cette année, par les pouvoirs publics à cet aspect à travers l'ouverture d'un concours national d'accès à la formation spécialisée d'assistants en fauteuil dentaire. Les assistants en fauteuil dentaire sont un maillon important dans la chaîne de l'hygiène dans les cliniques, a-t-il assuré.

137 décisions de fermeture à titre conservatoire de cabinets dentaires à Alger

Le spécialiste a relevé que le coût des soins d'un seul patient revenait à près de 30 millions de centimes pour une période de soins de trois mois, ce qui fait du recours à la prévention «une chose nécessaire», se félicitant des efforts du ministère de la Santé et de la Population et de la Réforme hospitalière, déployés ces dernières années, pour réduire les taux d'atteinte en hépatite virale, particulièrement en ce qui a trait à l'obligation faite aux cabinets dentaires d'acquiescer les équipements de stérilisation. A ce propos, le D' Choukri Bouziani Ahmed, médecin au service d'inspection à la Direction de la santé et de la population d'Alger (DSP) a fait état dans une déclaration à l'APS, de campagnes d'inspection périodiques au niveau des cabinets dentaires privés, dont le

nombre dépasse 1 300 à Alger, en vue de prendre connaissance de leur application des conditions adoptées en la matière, à savoir la stérilisation et l'hygiène. Le même responsable a fait savoir qu'une enquête a été effectuée, fin 2018, après que des rapports sont parvenus de sources médicales (laboratoires et spécialistes en hématologie), faisant état de cas d'hépatite virale de type «C», dont l'origine est imputée aux cabinets dentaires qui ne prennent pas en compte les normes de stérilisation et d'hygiène. Les commissions d'inspection relevant de la DSP d'Alger, poursuit D' Bouziani, ont découvert plusieurs «dépassements» ayant trait essentiellement à la vétusté des moyens de stérilisation, au manque d'hygiène, à la non-acquisition des autoclaves, ainsi qu'à l'exercice sans autorisation d'activités en dehors de la spécialité, tel l'implantologie et l'imagerie médicale, ce qui favorise la transmission de l'infection. Suite à ces rapports, 137 décisions de fermeture à titre conservatoire et 136 mises en demeure ont été adressées à d'autres cabinets dentaires, auxquels les Commissions d'inspection ont demandé l'accélération de la levée des réserves relevées en termes des conditions et moyens d'hygiène, avec la nécessité de se conformer aux cadres juridiques qui régissent le domaine. Il en résulte, selon le D' Bouziani,

l'amélioration des conditions d'hygiène et de stérilisation, d'autant plus que des équipements modernes et des matériaux de stérilisation ont été acquis avec des normes internationales, outre des visites organisées en vue de s'enquérir du respect aux normes. A son tour, Ait Benomar Hassane, président de l'Ordre national des médecins dentistes d'Alger (COMDA) a déploré le fait que certains cabinets dentaires privés «ne respectent pas les normes exigées en stérilisation et hygiène», regrettant que la stérilisation soit soumise à des évaluations et efforts personnels par certains chirurgiens-dentistes et non à des normes médicales convenues. Plus explicite quant à la contamination de l'hépatite, M. Ait Benomar a déploré, certes, quelques défaillances enregistrées au niveau de certaines cliniques dentaires à Alger, relatives notamment à l'absence d'hygiène et l'insatisfaction des patients vis-à-vis des prestations, précisant, cependant, que le virus de l'hépatite est également transmissible dans les cliniques obstétricales, chirurgicales, d'hémodialyse, d'incisiothérapie (communément appelée cupping thérapie ou hijama) et de tatouage. Maître assistant au service de médecine dentaire au CHU de Beni Messous, D' Réda Lotfi Alim, également spécialiste en ODF (orthopédie dento-faciale) a mis l'accent, lui, sur l'impé-

ratif respect de la chaîne de stérilisation efficace et microscopique en nettoyant les instruments utilisés dans le curetage, l'extraction et l'obturation à l'aide d'un désinfectant pour se débarrasser des virus et champignons, avant de les conditionner dans des sachets scellés hermétiquement, puis les mettre dans l'autoclave, tel que préconisé par l'OMS. Quant aux cas de transmission de l'hépatite de types B et C, le D' Alim a fait savoir que les services dentaires relevant des établissements hospitaliers publics n'avaient déploré aucun cas d'atteinte par ce virus, car utilisant des appareils et des moyens de désinfection efficaces et des seringues à usage unique. S'attardant sur les précautions à prendre pour prévenir les équipes médicales et paramédicales de toute complication lors des séances de soins, d'autant plus que certains patients ne déclarent pas leur atteinte, M. Alim a préconisé le respect des règles d'hygiène, à l'instar de la stérilisation, le nettoyage du fauteuil dentaire, le changement du verre de rinçage pour chaque patient, le nettoyage du crachoir et le lavage des mains après chaque examen clinique. «Le respect des normes de stérilisation et la réunion des conditions d'hygiène relève, à vrai dire, de la conscience professionnelle et morale de chaque praticien», a-t-il souligné.

Hatem N.

Plan de développement à long terme pour tirer profit de la Nouvelle route de la soie

■ L'Algérie doit définir une stratégie de développement à long terme pour pouvoir tirer profit des opportunités de l'initiative chinoise «OBOR» (One belt, One road - la Ceinture et la Route) qu'elle a rejoint fin 2018, a indiqué, jeudi à Alger, l'expert en intelligence économique, Abdenour Kachi.

Par Salem K.

«**A** l'aube du nouveau plan quinquennal 2019-2023 de coopération sino-algérien, la dynamique des nouvelles routes de la soie présentent des opportunités certaines et de nombreux avantages pour l'Algérie», a souligné M. Kachi lors d'une table ronde organisée par l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG) sur l'initiative OBOR, ses enjeux et opportunités. Toutefois, «l'Algérie doit se doter d'un plan stratégique à long terme (15 à 20 ans) afin de définir par elle-même ses propres axes stratégiques de développement», selon l'expert. Ce travail, poursuit-il, permettra à l'Algérie d'identifier quels partenariats stratégiques conclure avec ses partenaires dont la Chine. Rappelant les avantages liés au positionnement politique



de l'Algérie, notamment les relations historiques d'amitié avec la Chine et les positions communes sur les principales questions internationales, l'expert a appelé à optimiser les relations entretenues avec le géant asiatique en cherchant une place privilégiée dans la stratégie de redéploiement mondial de la Chine. «L'Algérie qui n'a que très récemment et trop timidement marqué son intérêt à cette initiative, doit proposer un projet qui lui permet de tirer profit de ses formidables leviers de développement», a noté M. Kachi, citant en particulier le positionnement dans le bassin méditerranéen, la proximité de l'Europe, la profondeur africaine ainsi que la disponibilité de ressources énergétiques et minières et de ressources humaines formées. Pour lui, il ne s'agit pas pour l'Algérie d'engrèner une liste de projets à faire par ou avec la Chine, mais plutôt s'inscrire quelque part dans le redéploiement tentaculaire des routes mondiales du commerce. Evoquant la place du secteur énergétique dans ce pro-

jet, l'expert a estimé que devant les défis énergétiques qui attendent l'Algérie (relance de la production industrielle, grosse consommatrice d'énergie, augmentation annuelle de la population, augmentation de la consommation interne...), l'initiative de la Nouvelle route de la soie peut porter des solutions qui vise également à développer un réseau électrique intercontinental. «L'Algérie aura sûrement intérêt à examiner les conditions dans lesquelles un axe stratégique fort et une synergie pourraient être construits autour du potentiel solaire algérien. Elle devrait mener une réflexion en profondeur et développer un argumentaire convaincant de manière à sortir du schéma de la Chine qui destine la production d'énergie renouvelable de l'Algérie au seul marché européen», a-t-il souligné. Concernant les domaines de partenariats avec la Chine dans le cadre de l'initiative «OBOR», l'expert recommande de s'intéresser à la zone transfrontalière de Tamanrasset et à d'autres

points de passage transfrontaliers, la constitution d'un rempart vert pour lutter contre la désertification, la création d'écoles des métiers en partenariat et une université de la technologie et du numérique. Cependant, l'expert préconise, de recourir aux appels à la concurrence internationale dans les domaines des études, de la réalisation, des choix technologiques, des équipements et des financements qui seront «vitaux» pour les projets de partenariat dans lesquels l'Algérie s'inscrira. «Le FMI et les experts internationaux ont dès le mois d'avril 2018 alerté sur les risques de la spirale d'endettement générée autour des alternatives chinoises des routes de la soie. L'institution rappelait alors que les projets conclus depuis 2013 étaient majoritairement financés et réalisés par la Chine, aggravant de ce fait le taux d'endettement de nombreux pays et constituant une menace réelle et sérieuse de déséquilibres nationaux», a-t-il averti. L'Algérie avait identifié, ces dernières années, trois mégaprojets en partenariat

avec la Chine : le Port Centre et le pôle industriel de phosphates à l'Est du pays qui sont les deux «à l'arrêt», alors que le projet de mines de fer à Ghara Djebilet est toujours en phase d'étude préliminaire et trouve des difficultés dans sa partie Process, compte tenu de la teneur élevée en phosphore du minerai, rappelle M. Kachi. La balance des échanges commerciaux avec la Chine est marquée par un déséquilibre en faveur du géant asiatique avec des importations avoisinant les 9 milliards de dollars et des exportations algériennes qui ne dépassent pas 0,5 milliard de dollars. Selon les chiffres du Conseil national économique et social (CNES), plus 55 000 Chinois travaillent en Algérie, notamment dans le domaine du BTP où la société CSEC comptait à elle seule 245 projets en Algérie à son actif fin 2016. Lancé en 2013, l'initiative «OBOR» ou la Nouvelle route de la soie, initiative qui consiste à développer un ensemble de liaisons commerciales maritimes, routières et de voies ferroviaires entre la Chine et le reste du monde avec un budget de 1 000 milliards de dollars consacré à ce programme. Le tracé des Nouvelles routes de la soie couvre une population totale de 4,4 milliards de personnes, soit 63 % de la population mondiale ainsi que 30 % du PIB mondial. La Chine représente avec les Etats-Unis et l'Allemagne 30 % des échanges mondiaux de marchandises en 2018. Elle reste aussi le plus grand exportateur de produits manufacturés avec 13 % du volume mondial.

S. K. / APS

Agriculture

La numérisation du secteur est une «nécessité primordiale»

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Omari, a insisté, jeudi à Alger, sur l'importance de la numérisation dans le processus de la modernisation du secteur, en la qualifiant de «nécessité primordiale», a indiqué un communiqué du ministère. Lors d'une réunion de travail portant sur «l'état d'avancement du programme de la numérisation du secteur», le ministre a indiqué

que cette démarche permettra de hisser la rentabilité des différents établissements et structures relevant du secteur et réduira les charges administratives en faveur de tous les acteurs versés dans le secteur agricole, la pêche et les forêts, en contribuant davantage dans les efforts consentis pour encourager la diversification de l'économie nationale. Ainsi, la mise en œuvre de ce programme, a-t-

il poursuivi, permettra d'atteindre les principaux objectifs du secteur, cela inclut la facilité des procédures administratives et la possibilité d'accès à l'information, notamment pour les décideurs et les différents intervenants dans le secteur (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, exploitants forestiers, opérateurs économiques, chercheurs et étudiants, société civiles, etc.). En présence de ce programme, a-t-

il poursuivi, permettra d'atteindre les principaux objectifs du secteur, cela inclut la facilité des procédures administratives et la possibilité d'accès à l'information, notamment pour les décideurs et les différents intervenants dans le secteur (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, exploitants forestiers, opérateurs économiques, chercheurs et étudiants, société civiles, etc.). En présence de ce programme, a-t-

dans le secteur agricole de s'inspirer des expériences des pays émergents et développés, lit-on dans le communiqué. Pour rappel, le programme de numérisation du secteur est basé sur trois grands projets : la mise à niveau de l'infrastructure centrale, le développement du système d'information et la mise à niveau de l'infrastructure du réseau. Il s'étend sur 3 années (2019-2022).

Malek Y.

Changes

Le dollar faiblit face à l'euro dans un marché calme

Le dollar reculait légèrement face à l'euro jeudi lors d'une séance calme, tandis que la livre se raffermissait face au billet vert et à la devise européenne. Vers 20h00 GMT, l'euro s'échangeait à 1,1103 dollar, en hausse de 0,09 %. Les échanges sont restés limités au lendemain de Noël alors que la majorité des Bourses asiatiques et les grandes places européennes

restent fermées. Wall Street a en revanche rouvert et s'appretait à terminer en hausse. Les acteurs du marché semblaient surtout anticiper l'accord commercial préliminaire entre les Etats-Unis et la Chine, confirmé par les deux parties et dont la signature pourrait avoir lieu dès le mois de janvier. Le bras de fer entre Washington et Pékin depuis près de deux ans, qui s'est traduit par

l'imposition de droits de douane supplémentaires réciproques sur des centaines de milliards de dollars de biens, a ralenti la croissance mondiale. «Si la Chine se stabilise et que les valeurs refuge bénéficient d'un peu moins de soutien, on devrait observer une baisse graduelle du dollar en 2020», a indiqué Nick Bannenbroek de Wells Fargo sur Bloomberg Radio. De

son côté, la livre britannique remontait face à la monnaie unique européenne, s'échangeant à 85,39 pence pour un euro (+0,24 %), et à la devise américaine, à 1,3003 dollar (+0,32 %). La devise britannique avait dévié avant Noël, les investisseurs se montrant inquiets de la décision du Premier ministre Boris Johnson de ne pas étendre la période de

transition post-Brexit, qui fait courir le risque d'une sortie sans accord de l'Union européenne. Le dollar canadien et la couronne norvégienne, deux devises dont l'économie dépend en grande partie des matières premières, profitaient quant à elles de la hausse des prix pétroliers, qui ont atteint jeudi leur plus haut depuis la mi-septembre.

R. E.

Blida

Production prévue de plus de quatre millions de quintaux d'agrumes



■ La production d'agrumes, à Blida, pour la présente campagne 2019/2020 devrait dépasser les quatre millions de qx, selon les prévisions de la direction des services agricoles (DSA) de cette wilaya, classée leader national dans cette filière agricole.

Par Nassima A.

« La production d'agrumes de la wilaya, pour la présente campagne, devrait dépasser les prévisions fixées pour la filière, estimées à 4 256 273 qx (toutes variétés confondues d'agrumes) », a indiqué la responsable par intérim du service de production et de soutien technique à la DSA, Djamilia Daoudi. Elle a assuré que ce fait avait déjà été vérifié, l'année passée, durant laquelle la filière avait réussi à « dépasser les objectifs

de production fixés à 4 211 708 qx d'agrumes, en ayant atteint une récolte de pas moins de 4 431 928 qx », s'est-elle félicitée. La filière agrumicole à Blida est le siège d'un développement notable ces dernières années, lequel est reflété par un volume de production de deux millions de qx, en 2004, porté à plus de quatre millions à partir de 2014. Ce volume de production a été maintenu, depuis lors, est-il signalé de même source. Selon M^{me} Daoudi, cette performance s'explique notamment par l'extension de la superficie agricole affectée à la culture d'agrumes,

estimée actuellement à 19.304 ha, soit un taux de 60 % de la superficie agricole de la wilaya. L'agrumiculture est particulièrement concentrée dans quatre communes de la wilaya, considérées comme leaders dans le domaine, à savoir Oued El Alleugue et Boufarik au Nord, Chebli à l'Est et Mouzaia à l'Ouest. Le volume d'agrumes destiné à l'industrie de transformation, tant alimentaire qu'esthétique, n'a pas dépassé les 103 000 qx, en 2018, soit un taux de près de 2,4% de la production de la wilaya, a indiqué par ailleurs, la même responsable, estimant ce taux « très faible », eu égard à la disponibilité de trois unités de transformation à l'échelle locale, a-t-elle relevé. Elle a cité, à l'origine de cette faiblesse, la « préférence des agriculteurs pour le gain facile », soulignant que ces derniers « privilégient la vente des agrumes, sur les marchés, à des prix élevés, comparativement à ceux fixés pour les unités de transformation », a-t-elle fait savoir.

N. A./APS

Samy Y.

Mostaganem

Plus de 155 000 quintaux de viandes produites durant la campagne 2018/2019

La wilaya de Mostaganem a enregistré une production de plus de 155 000 quintaux de viandes blanches et rouges durant la campagne 2018/2019, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale des Services agricoles (DSA). Le bilan de la DSA relatif à la production animale réalisée durant cette période, fait ressortir une quantité de 102 130 qx de viande blanche, répartie entre les espèces poulet (97 580 qx) et dinde (4 550 qx). La production de viande rouge a atteint, quant à elle, 53 674 qx d'origine bovine (22 758 qx), ovine (23 652 qx d'agneau) et caprine (7 264 qx), ont indiqué les services agricoles, qui ont assuré le contrôle du cheptel pendant l'opération d'abattage. La période considérée a également vu la production d'œufs s'élever à plus de 242 millions d'unités, soit une augmentation

de 18 millions d'unités par rapport à l'exercice précédent, a-t-on relevé. Le bilan de la DSA fait état, en outre, d'une estimation de cheptel dépassant les 274 800 têtes, composé d'ovins (219 000), bovins (31 800) et caprins (24 000), tandis que les capacités de production annuelle de la volaille avoisinent 6 millions de

poulets, un million de poules pondeuses et 38 000 dindes. Avec quelque 52 000 qx par an, la production de viande rouge est jugée plutôt stable dans la wilaya de Mostaganem, alors que la viande blanche connaît une appréciable croissance depuis 2016 (+35% en 2019), et ce, malgré les difficultés évo-

quées par certains éleveurs, liées notamment à la hausse des prix des équipements de production et des aliments de volaille, ainsi qu'à d'autres aléas comme la déclaration de maladies infectieuses.

N. A./APS

Samy Y.

Saïda

Ouverture de l'exposition dédiée aux travaux de la famille productive

Une exposition dédiée aux travaux de la famille productive a été ouverte, jeudi, à la maison de l'artisanat et des métiers « Saïdi Benyekba » de Saïda. Cette manifestation regroupe la production de 12 exposants ayant bénéficié du programme d'appui à la famille productive. Il s'agit entre autres de produits concernant la couture traditionnelle et moderne, la préparation de gâteaux et de couscous et l'apiculture. L'exposition, mise sur pied par la Direction locale de l'action

sociale et de la solidarité, draine un public nombreux venu acquérir des produits d'artisanat, fabriqués par des femmes au foyer. La responsable du bureau de cohésion sociale à la DAS, Fatima Sarya, a déclaré que l'exposition vise à encourager ces femmes aux foyers à faire découvrir au public leurs produits et à les commercialiser. Les organisateurs ont prévu un atelier de formation sur « les moyens de commercialisation des produits artisanaux » afin de permettre aux expo-

santes de connaître les rouages permettant de développer leurs activités et mieux commercialiser leurs produits, a-t-on expliqué. A l'issue de cette exposition, le prix du meilleur produit sera décerné à la meilleure exposante. A noter que plus de 200 personnes de la wilaya de Saïda ont bénéficié d'un petit équipement de moins de 50 000 DA, dans le cadre du programme de la famille productive, encadré par la DAS.

N. T.

Tébessa

Réalisation en 2019 de plus de 9 600 nouveaux raccordements à l'électricité et au gaz

Au total, 9 663 foyers ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz naturel à travers plusieurs communes de la wilaya de Tébessa au cours de l'année 2019, a indiqué jeudi la chargée de la communication au niveau de la Concession de distribution de l'électricité et du gaz, Nardjes Benaarfa. L'extension du réseau d'électricité a permis de raccorder 5 462 nouveaux foyers en 2019, dans le cadre de divers projets de développement accordés à la wilaya relevant que le nombre de logements raccordés en cette énergie a été un total de 171 470 foyers dans la wilaya. Aussi, 4 201 foyers ont été raccordés au réseau du gaz

naturel à travers plusieurs communes depuis janvier dernier, a ajouté M^{me} Benaarfa, soulignant qu'actuellement Tébessa dénombre 125 173 foyers raccordés au gaz naturel. Sur un autre registre, la chargée de

communication a fait savoir que la concession de distribution de l'électricité et du gaz prévoit pour 2020 le raccordement dans le cadre de l'électrification rurale de 1 365 foyers dans plusieurs communes, soulignant que ce

projet inscrit au programme complémentaire de l'année 2013. Aussi, 1 169 foyers seront raccordés en cette énergie au cours de la même période dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014, a révélé la

même source. La wilaya de Tébessa a atteint en 2019, 99% de taux de raccordement en électricité et 73% en gaz naturel, a-t-on conclu.

APS

Tissemsilt

Réception prochaine de 1 400 logements publics locatifs

Un total de 1 400 logements publics locatifs (LPL) seront réceptionnés « avant la fin du premier trimestre 2020 » dans la ville de Tissemsilt, a-t-on appris jeudi lors d'une visite d'inspection du wali de plusieurs projets de développement dans le chef-lieu de wilaya. Des chantiers, situés au niveau des sites Sidi Houari et Halilou, enregistrent des

taux d'avancement variant entre 60 à 85 %. Les programmes seront livrés « avant la fin du premier trimestre de l'année 2020 », selon les explications fournies au wali de Tissemsilt, Salah El Affani. Par ailleurs, le chef de l'exécutif local s'est dit satisfait du rythme des travaux d'aménagement externe du projet de 800 logements inscrits au titre du program-

me AADL 2. Le wali a inspecté lors de sa visite deux projets de réalisation de 2.000 places pédagogiques au Centre universitaire de Tissemsilt et à l'Institut national spécialisé en formation professionnelle. Les travaux connaissent un rythme acceptable, selon les responsables concernés.

R. R.

Tunisie

L'Association des magistrats annonce l'annulation de la grève

■ Le bureau exécutif de l'Association des magistrats tunisiens (AMT) a annoncé, mercredi soir dans un communiqué, l'annulation de la grève qui était prévue jeudi, déclarant que «la journée de jeudi sera une journée de travail ordinaire pour les juges dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires dans les tribunaux».

Par Fella Y.

L'annonce de l'annulation de la grève intervient après la signature mercredi par le président de la République tunisienne du décret relatif au mouvement annuel des magistrats de l'ordre judiciaire pour l'année 2019-2020, a-t-on expliqué. En conséquence, le bureau a appelé à la publication rapide au «Journal officiel» du mouvement judiciaire au cours de cette semaine «afin de stabiliser les conditions des juges, des tribunaux et des affaires judiciaires», prenant note positivement de «l'achèvement de la signature du décret du mouvement judiciaire d'une manière qui résout la crise des magistrats, qui a eu de graves répercussions ces derniers jours», selon l'agence TAP. Le bureau exécutif de l'association s'est engagé d'autre part à poursuivre son suivi des autres aspects de la signature et de la publication du mouvement judiciaire, outre le décret gouvernemental relatif aux fonctions judiciaires en termes de formalités et de contenu, et à «prendre des positions appropriées à cet égard». Il a adressé ses remerciements aux magistrats judiciaires, administratifs et financiers «pour leur solidarité avec leur association, leur esprit de responsabilité et leur engagement en faveur des mouvements de protestation décidés démocratiquement au sein des structures, conduisant au règlement des demandes urgentes liées à la signature et à la publication du mouvement judiciaire». Il a également confirmé que l'association tiendrait sa conférence de presse précédemment annoncée jeudi matin au Palais de justice de Tunis à 11h00. L'AMT a appelé mardi tous les juges judiciaires, administratifs et financiers à déclencher une grève générale jeudi 26 décembre 2019, sur fond de non-signature et de publication du mouvement judiciaire, rappelle-t-on.



Kais Saïed dit espérer un approfondissement du partenariat avec la Turquie

Le président de la République Kais Saïed a dit espérer un approfondissement du partenariat économique avec la Turquie particulièrement après la formation de la nouvelle équipe gouvernementale, dont l'annonce est attendue cette semaine. Lors d'une conférence de presse à l'issue de sa rencontre mercredi avec son homologue turc, Recep

Tayyip Erdogan, Kais Saïed y a tenu à préciser que les discussions ont notamment porté sur les relations économiques entre les deux pays ainsi que sur les moyens de les développer. L'entretien, a par ailleurs porté sur les relations bilatérales entre la Tunisie et la Turquie dans les domaines, militaire, économique, de la santé, de l'agriculture et des échanges commerciaux ainsi que sur les moyens de les impulser d'une manière équilibrée. Selon Saïed, un accord a été trouvé pour la construction d'un hôpital des

enfants à Tunis avec le concours de l'Agence turque de coopération et de coordination (TIKA). «Un surcroît d'efforts sera fourni pour exporter davantage de produits agricoles tunisiens», a souligné le chef de l'Etat, citant notamment les dattes et l'huile d'olive. De son côté, le président turc a souligné tout l'intérêt que porte son pays au développement de la coopération bilatérale, réaffirmant l'engagement résolu de la Turquie à soutenir la Tunisie dans divers domaines. «La Turquie a importé de la Tunisie des dattes et de l'huile

d'olive et œuvrera, cette année, à renforcer ces échanges commerciaux», a-t-il promis. Selon le président turc, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays, s'élève à 1.1 milliard de dollars mais reste toujours en deçà des attentes. Recep Tayyip Erdogan a formé l'espoir de voir les Tunisiens parvenir à former un nouveau gouvernement, réitérant la volonté de son pays de booster la coopération bilatérale.

F. Y./APS

Droit du peuple sahraoui à l'autodétermination Le Parti travailliste britannique réaffirme son soutien

Le chef du Parti travailliste britannique, Jeremy Corbyn, a réaffirmé, jeudi, le soutien de son parti au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, dans un message de félicitations envoyé à l'occasion du 15^e congrès général du Front Polisario. «Je suis heureux d'envoyer des salutations de solidarité au Parti travailliste au Front Polisario à l'occasion de votre congrès général

en décembre», a déclaré M. Corbyn dans son message, repris jeudi par l'agence de presse sahraouie (SPS). «Le soutien du parti travailliste au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination date de longtemps», a fait observer M. Corbyn dans son message. «Je soutiens depuis longtemps le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, et nous sommes fiers de compter le

Polisario comme un parti frère du travail», a-t-il affirmé. La solidarité et le soutien du parti travailliste à la cause sahraouie ont été inclus, selon le message en question, dans le manifeste du Parti travailliste (Labour) lors des dernières élections en Grande-Bretagne. «Nous avons inclus notre soutien aux droits du peuple sahraoui dans le manifeste du Parti travailliste pour les

récentes élections générales, et nous avons été très heureux d'accueillir un orateur du Sahara occidental sur la plate-forme lors de notre dernière conférence du parti à Brighton», a indiqué M. Corbyn. Et d'affirmer que le Parti travailliste «continuera à être solidaire du peuple sahraoui qui lutte pour la justice et au Front Polisario en tant que voix officielle du peuple sahraoui», a conclu le chef du Parti travailliste. Dans une allocution au terme des travaux du 15^e congrès du Polisario, organisé à Tifariti (territoires sahraouis libérés) du 19 au 25 décembre courant, le président sahraoui, secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a appelé la communauté internationale à «assumer ses responsabilités en exigeant l'application de la Charte et des résolutions de l'ONU, en tête desquelles l'indépendance des pays colonisés et parachever le processus de décolonisation dans la dernière colonie d'Afrique».

Sabiha O.

Libye

Deux civils tués et 20 blessés dans un raid aérien

■ Au moins deux civils ont été tués et 20 autres blessés jeudi dans un raid aérien contre une rue commerçante à Zawiyah, à l'ouest de la capitale libyenne, selon un responsable local. «Deux personnes ont été tuées et 20 autres blessées (...) dans une frappe aérienne contre des secteurs civils de la ville», a indiqué Jamal Bahar, maire de cette ville située à 45 kilomètres à l'ouest de Tripoli, cité par l'agence AFP. Les victimes, toutes civiles, se trouvaient dans une rue commerçante, selon la même source. Survenue à l'heure de pointe la veille du week-end, la frappe a touché une pharmacie, une boulangerie et des voitures en stationne-

ment, a précisé le maire. Le gouvernement libyen d'union nationale (GNA), reconnu par l'ONU et basé à Tripoli, a accusé les forces du maréchal Khalifa Haftar, qui mènent depuis avril une offensive pour conquérir la capitale, d'avoir mené le raid. «Les frappes répétées, menées par des avions étrangers soutenant (Khalifa) Haftar contre des quartiers et des sites civils ne cherchent qu'à terroriser les citoyens et déstabiliser le pays, a indiqué jeudi le GNA dans un communiqué sur Facebook. «Le fait que la communauté internationale n'ait pas dissuadé le criminel de guerre (Haftar) (de stopper son offensive, ndr) l'a encouragé à commettre ces viola-

tions ignobles comparables à des crimes de guerre», a ajouté le GNA. La frappe contre Zawiyah n'a pas été revendiquée. La Libye est déchirée entre deux pouvoirs rivaux: le GNA de Fayez al-Sarraj, basé à Tripoli (ouest) et, dans l'est, un pouvoir incarné par le maréchal Khalifa Haftar. A plusieurs reprises, la mission de l'ONU en Libye (Manul) a demandé à ce que les secteurs civils soient épargnés par les frappes qui «pourraient constituer des crimes de guerre». Depuis le début de l'offensive contre Tripoli, plus de 280 civils ont été tués, selon l'ONU. Plus de 2 000 combattants ont en outre péri et 146 000 Libyens ont été déplacés, selon la même source. R. M.



Israël

Netanyahu reconduit confortablement à la tête du Likoud

■ Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, inculpé pour corruption et contesté en interne pour la première en une décennie, a été reconduit confortablement à la tête de son parti de droite, le Likoud, qu'il mènera de nouveau lors des législatives de mars.

Par Rosa C.

Le député et ex ministre Gideon Saar avait peu de chances de l'emporter face à M. Netanyahu, maître du Likoud depuis 1993 – hormis six ans où le parti était dirigé par Ariel Sharon. Mais des résultats serrés auraient pu fragiliser le Premier ministre le plus pérenne de l'histoire d'Israël – plus de 13 ans dont dix sans discontinuer. Le résultat final, communiqué dans la nuit de jeudi à hier, laisse peu de place au suspense: 72,5% pour le chef du gouvernement, contre 27,5% pour son rival. «Une immense victoire! Merci aux membres du Likoud pour leur confiance, leur soutien et leur affection», a réagi sur Twitter Benjamin Netanyahu, peu après minuit, une heure après la fin du scrutin. Quelque 57.000 membres du parti ont voté pour cette primaire, soit une participation légèrement inférieure à 50%. «Avec votre aide et celle de Dieu, je dirigerai le Likoud vers une grande victoire aux élections à venir et nous continuerons à

mener l'État d'Israël vers des réussites sans précédent», a poursuivi M. Netanyahu, 70 ans. Il doit prononcer un discours à 11H00 (09H00 GMT) hier. Si les médias israéliens avaient prédit une victoire de M. Netanyahu, sa large avance fait la une de nombreux journaux. «Netanyahu, grand moment», a écrit le plus grand quotidien payant du pays, Yediot Aharonot, tandis que la radio publique KAN a parlé d'une «victoire écrasante». Le quotidien de gauche Haaretz a estimé que le Premier ministre devait sa victoire à la «loyauté tribale» de ses partisans. Benjamin Netanyahu a dirigé le parti lors des 14 dernières années de façon consécutive et durant deux décennies en tout. Les membres du Likoud les plus jeunes n'ont jamais connu leur parti sans Netanyahu à sa tête», a noté le journal. Gideon Saar a concédé sa défaite et félicité le chef du gouvernement. «Je suis satisfait de ma décision de me dresser contre lui, a-t-il écrit sur Twitter. «Ceux qui ne veulent pas prendre de risque ne gagneront

jamais». «Félicitations au Premier ministre (...). Mes collègues et moi serons derrière lui lors de la campagne pour assurer la victoire du Likoud», a-t-il ajouté, en référence aux législatives du 2 mars. Le scrutin avait été réclamé par M. Saar après l'inculpation le mois dernier de M. Netanyahu pour corruption, abus de confiance et fraude dans trois affaires. M. Netanyahu a dénoncé de «fausses accusations motivées par des considérations politiques» après l'annonce de son inculpation. Stephan Millier, politologue interrogé par l'AFP, a relevé qu'il avait mené une campagne particulièrement intense pour ne laisser aucune chance à son adversaire. «Son poste était en jeu et il s'est battu». Une victoire à la primaire était une étape cruciale pour le chef du gouvernement, qui doit rester en fonction au vu de son inculpation: la loi israélienne prévoit que tout ministre étant poursuivi pénalement doit démissionner, mais cela ne s'applique pas au Premier ministre. On l'a ainsi vu tenir certains jours plusieurs réunions publiques dans des villes différentes. Jeudi, il apparaissait en direct sur Facebook



PH. > D. R.

en train d'appeler des adhérents du parti au téléphone pour les exhorter à voter. M. Netanyahu a désormais la lourde tâche de mener la campagne du Likoud pour les troisièmes législatives en moins d'un an. Au terme des élections anticipées d'avril, puis de septembre, ni M. Netanyahu ni le centriste Benny Gantz, du parti «Bleu-Blanc», n'ont réussi à rallier 61 députés, seuil de la majorité parlementaire pour former un gouvernement. Le président Reuven Rivlin a dû confier cette tâche au Parlement lui-même, qui n'y est pas parvenu non plus, précipitant le pays vers un scrutin supplémentaire. Pour sortir le pays de l'impasse, des députés devront changer de camp pour rejoindre soit celui de M. Gantz, soit celui de M.

Netanyahu. A moins que les deux rivaux ne s'unissent. Mais le parti «Bleu-Blanc» refuse de partager le pouvoir avec un Premier ministre inculpé. Face à M. Netanyahu, l'ancien chef de l'armée Benny Gantz joue la carte de la probité. Selon Gayil Talshir, professeure de sciences politiques à l'Université hébraïque de Jérusalem, cette victoire à la primaire pourrait enhardir M. Netanyahu dans sa croisade contre son inculpation. «Tout l'enjeu pour Netanyahu est d'assurer une immunité, et pour cela il a besoin de 61 votes» au Parlement, soit la majorité permettant de former le gouvernement, a-t-elle ajouté. Les premiers sondages laissent cependant entrevoir le statu quo chez les électeurs. R. C



Commentaire

Déploiement

Par Fouzia Mahmoudi

Le président turc annonce qu'il a décidé d'envoyer des troupes militaires en Libye à la demande du gouvernement libyen d'union nationale (GNA), qui demande l'aide pour garder le contrôle sur le pays. Mais les ambitions militaires du dirigeant turc risquent de se heurter aux réalités de terrain alors même que le GNA est loin d'être le seul prétendant au pouvoir en Libye où le maréchal Haftar à la tête de l'Armée nationale libyenne (ANL) contrôle la Cyrénaïque. En effet, les troupes militaires turques n'ont pas l'habitude de se retrouver sur des terrains de guerre sans l'appui des forces américaines. Sauf évidemment lorsqu'il s'agit d'éradiquer le peuple kurde livré à lui-même. Avec l'annonce de cette nouvelle entreprise militaire la Turquie affiche de nouveau son soutien au GNA. Le Parlement turc a déjà approuvé un accord de coopération militaire et sécuritaire signé avec le GNA le 27 novembre lors d'une visite à Istanbul de son chef Fayez al-Sarraj. L'accord permet aux deux parties d'envoyer dans l'un et l'autre pays du personnel militaire et policier pour des missions d'entraînement et d'éducation, ont indiqué des responsables turcs. Ankara avait également signé, lors de la visite de Fayez al-Sarraj un accord de délimitation maritime qui permet à la Turquie de faire valoir des droits sur de vastes zones en Méditerranée orientale convoitées par d'autres pays, notamment la Grèce. Mais pour obtenir l'autorisation de déployer des forces combattantes en Libye, le gouvernement turc doit faire approuver par le Parlement un mandat séparé, comme il le fait tous les ans pour envoyer des militaires en Irak et en Syrie. Depuis 2011 et la révolte qui a conduit à la chute de Mouammar Kadhafi, la Libye est plongée dans le chaos. Le pays est aujourd'hui déchiré entre deux pouvoirs rivaux : le GNA, basé à Tripoli, et dans l'Est un pouvoir incarné par le maréchal Khalifa Haftar. L'Armée nationale libyenne (ANL) de Khalifa Haftar a lancé en avril une offensive en direction de Tripoli avec le soutien de la Russie, de l'Égypte et des Émirats arabes unis. La Russie a déjà exprimé son inquiétude concernant un éventuel déploiement militaire turc en Libye. Moscou et Ankara qui sont opposés en Syrie où les deux pays ne partagent pas les mêmes objectifs ni la même politique pourraient ainsi voir la Libye se transformer en nouveau champ de bataille pour leurs armées alors même qu'un important rapprochement politique, coïncidant avec les tensions accrues de la Turquie avec l'Occident, a été amorcé ces derniers mois. F. M.

Kazakhstan

Un avion s'écrase, au moins 15 morts

Un avion de ligne avec 100 personnes à bord s'est écrasé peu après son décollage hier matin depuis Almaty au Kazakhstan, faisant au moins 15 morts, ont indiqué les autorités de ce pays d'Asie centrale. L'appareil, un Fokker-100 de la compagnie locale à bas coût Bek Air, est tombé à 07H22 (01H22 GMT), après son décollage à 07H05 (01H05 GMT) de l'aéroport d'Almaty, poumon économique du Kazakhstan, à destination de la capitale, Nur-Sultan, plus au nord. A son bord se trouvaient 95 passagers et 5 membres d'équipage, selon le gouvernement. Selon Tleoukhan Abildaïev, chef du département de la santé publique d'Almaty, ville la plus peuplée du pays, 66 personnes ont été blessées, dont 50 ont été hospitalisées, 14 sont mortes dans le crash et une fillette est décédée des suites de ses blessures à l'hôpital. Douze personnes se trouvent dans un état «extrêmement grave», selon la même source. L'administration d'Almaty a également précisé que neuf enfants avec «des traumatismes multiples» ont été pris en charge par les secours. L'aéroport d'Almaty a publié la liste des noms d'une soixantaine de survivants sur sa page Facebook et indique continuer de fonctionner normalement. Une enquête pour «infraction aux règles de sécurité et d'exploita-

tion d'un moyen de transport aérien» a aussi été ouverte, a indiqué le ministère de l'Intérieur. Des images et une vidéo diffusées par les autorités montrent l'appareil brisé au moins en deux, le nez et une dizaine de hublots visibles sont encastrés dans une maison, largement détruite, avec des débris jonchant le sol. Une foule de sauveteurs, dont plusieurs camions de pompiers et ambulances, ainsi que des policiers sont déployés en grand nombre dans la neige autour des parties accidentées du fuselage, aux abords de la zone habitée. Les deux parties de l'avion, visibles sur les images, ne semblent pas avoir pris feu. Dans un message de condoléances sur Twitter, le président Kassym-Jomart Tokaïev a aussi assuré que «ceux responsables seront punis sévèrement en conformité avec la loi». Le gouvernement de l'ex-république soviétique d'Asie centrale a précisé que l'avion de la compagnie Bek Air avait perdu «de l'altitude au décollage et tapé un mur en béton. Il a percuté une structure de deux étages». L'avion est tombé «dans une zone habitée», a précisé le comité des Situations d'urgences, en charge des secours. L'accident a eu lieu près de Kzyl-Tu, une localité située au nord-est de l'aéroport de l'ancienne capitale kazakhe. Selon la chaîne de télévision d'État

Khabar 24, il n'y avait personne au moment de l'accident dans la maison sur laquelle l'avion s'est écrasé. Le vol devait relier Almaty à la capitale Nur-Sultan (anciennement Astana). La compagnie Bek Air se décrit sur son site internet comme la première compagnie à bas coût du Kazakhstan. Selon le ministère de l'Industrie, elle exploite neuf avions de type Fokker-100, un modèle moyen-courrier construit par l'avionneur néerlandais Fokker. Le gouvernement kazakh a ordonné de clouer au sol tous les appareils de ce type et les activités de la compagnie en question le temps de l'enquête. Au moins six hommes ont été identifiés parmi les morts, nés entre 1940 et 1982, selon le Comité des situations d'urgence. Selon l'agence de presse Informburo.kz, l'une de ses journalistes, Dana Kruglova, a trouvé la mort dans l'accident. «Son voyage n'était pas certain, car elle avait des rendez-vous de prévu à Almaty. Mais Dana voulait célébrer le Nouvel an avec ses parents à Nur-Sultan», a écrit l'agence sur son site internet. En mars 2016, un Fokker-100 de Bek Air avec 116 passagers à son bord avait dû effectuer un atterrissage d'urgence à l'aéroport international de Nur-Sultan en raison d'un problème de train d'atterrissage. Aucune personne n'avait été blessée.

«Cinéma-Touat»

Plus de 20 documentaires et courts métrages au rendez-vous à Adrar

■ Plus d'une vingtaine de documentaires et de courts métrages seront projetés lors des cinquièmes journées cinématographiques «Cinéma-Touat», lancées jeudi à la salle de cinéma «Afrah» d'Adrar.

Par Adéla S.

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation a été marquée par une minute de silence observée par le public et les autorités locales à la mémoire du défunt moudjahid Ahmed Gaïd Salah, général de corps d'Armée, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire. Initiée en coordination avec la coopérative «Açil» pour la culture, cette manifestation (26-29 décembre) s'assigne comme objectifs la promotion de l'action culturelle, notamment en milieu des jeunes amateurs ainsi que la promotion de cet espace dédié à encourager les talents artistiques locaux et autres issus des différentes régions du pays, a indiqué le directeur de la maison de la culture, Abdelkader Benhamou. Un jury composé des producteurs cinématographiques a été désigné pour évaluer les œuvres des participants, a indiqué le chef de la communication auprès de cette coopérative, Ahmed Dalil. L'édition a été marquée par l'introduction du cinéma «mobile» pour mettre en relief, à la faveur de neuf documentaires, le développement qu'a atteint l'exploitation des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans la production cinématographique, ont indiqué les organi-

sateurs. Cet événement donnera également lieu à l'organisation d'ateliers de formation au profit d'une trentaine de stagiaires dans l'écriture, le scénario, la mise en scène, des techniques de montage, effets sonores et visuels, ainsi qu'un atelier sur la production de dessins animés. La première séance a été marquée par la projection du documentaire «*Tedless, ville aux millénaires*», du réalisateur Salah Boufellah de la wilaya de Tipasa, en présence des spécialistes et amateurs du 7^e art.

A. S./APS



Tlemcen

L'âge d'or du cinéma algérien revisité à travers les affiches de films

L'âge d'or du cinéma algérien (1962-1982) sera revisité à travers une exposition d'affiches de films, prévue du 29 décembre au 10 janvier prochains à la maison de la culture «Abdelkader -Alloula», a-t-on appris du directeur du Centre des arts et des expositions de Tlemcen (Carex), Amine Boudefla.

Représentant à la fois des supports promotionnels et des créations artistiques, les 42 affiches, qui seront exposées au grand public, représentent des films cultes réalisés en Algérie et ayant marqué à la fois des générations d'Algériens, amoureux du 7^e art et tous les cinéphiles à travers le monde.

Des œuvres comme «*La bataille d'Alger*» de Gillo Pontecorvo, «*Chronique des années de braise*» de Mohamed Lakhdar Hamina, «*Les vacances de l'inspecteur Tahar*» de

Moussa Haddad ou encore «*Omar Gatlato*» de Merzak Allouache, ont rivalisé avec les supers productions réalisées à travers le monde, a indiqué le responsable.

«*L'objectif de l'exposition est de montrer aux jeunes générations la grandeur et la qualité du cinéma national de l'époque*», a-t-il ajouté.

«*La manifestation tend aussi à retracer l'histoire du 7^e art national et à mettre en exergue sa place dans la société.*

«*L'événement pourrait éventuellement être l'annonce d'une nouvelle relance du cinéma à Tlemcen et dans d'autres régions du pays*», a relevé le responsable du Carex, ajoutant que son établissement, par le biais de l'exposition, tend à contribuer à la relance de l'activité cinématographique qui reprend timidement dans la cité des Zianides depuis 2011.

A Tlemcen, les salles de cinéma ont totalement disparu depuis des années. Il a fallu attendre l'année 2011, à l'occasion de l'événement «Tlemcen, capitale de la culture islamique», pour que des travaux de restauration et de réhabilitation soient lancés au niveau de l'ex-salle du cinéma Colisée, baptisée à l'occasion «Djamel-Chanderli». C'est l'unique salle qui fonctionne actuellement alors que les deux autres existantes à Tlemcen sont fermées.

La salle «Djamel-sChanderli» a ouvert ses portes aux cinéphiles et assure des projections régulières de films, suivies parfois de débats. Ces derniers temps, une association culturelle locale y organise des projections-débats de films, dans une tentative de redynamiser le 7^e art à Tlemcen.

Rafik N.

Khenchela

1^{er} séminaire de littérature en présence de 50 auteurs

La maison de la culture «Ali-Souahi» de Khenchela a accueilli jeudi le premier séminaire de littérature de la wilaya, en présence de 50 auteurs venus de 11 wilayas, en plus de 10 enseignants représentant plusieurs universités du pays.

L'ouverture de la manifestation culturelle a été marquée par la présentation d'une pièce produite par le Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (Alger), intitulée «GPS», abordant le dilemme de l'homme contemporain, tiraillé entre les idées et les principes, son attitude face au temps, la dépendance et l'attente sans atteindre l'objectif souhaité.

Un spectacle conjuguant des techniques cinématographiques et de théâtre, les mimes et la cinétique pour transmettre des messages et des idées décriant la soumission et l'errance.

A ce propos, Noureddine Kouider, directeur de la maison de la culture de Khenchela, a affirmé à l'APS que le séminaire, placé sous le slogan «El Djazair

Tantassir bi aklamiha» (L'Algérie vaincra à l'aide de ses plumes), vise à mettre en lumière les sujets littéraires contemporains les plus importants, attirer les intellectuels, les universitaires et le public intéressé par ce domaine, en plus de présenter des propositions en vue de conférer à cette manifestation un caractère national.

Le responsable a ajouté que la rencontre comprend plusieurs interventions axées sur «la pensée créative dans le poème», «la pensée créative dans le roman»,

en plus de «*la pensée créative dans le théâtre*», indiquant que ces conférences seront ponctuées par une lecture de poèmes par les participants qui présenteront à l'occasion leurs œuvres.

Selon M. Kouider, un programme culturel de loisirs et de tourisme a été également mis au point au profit des participants, à l'instar d'un voyage touristique aux sites archéologiques les plus importants de la wilaya de Khenchela, la présentation de nouvelles pièces théâtrales, dont celle intitulée «*Ars Edhib*» (le

mariage du loup) du théâtre régional Mohamed-Tahar-Fergani de Constantine, présentée dimanche prochain, ainsi que d'autres spectacles produits par la maison de la culture Ali Souahi.

De son côté, l'écrivain et enseignant Badis Foughali, de l'université d'Oum El Bouaghi, a souligné que le séminaire littéraire de Khenchela représente une «*occasion de se rencontrer et d'échanger entre écrivains et poètes de diverses wilayas du pays*», indiquant que les volets

abordés lors de la manifestation culturelle porteront sur de nombreux sujets à même de contribuer à stimuler le fait culturel en Algérie.

Au cours de la première édition de la rencontre littéraire, qui se poursuivra jusqu'au 30 décembre, le romancier et conteur Mohamed Abdelali Arâr, natif de la ville de Khenchela, sera honoré pour les efforts qu'il a déployés dans le domaine culturel et littéraire, ont fait savoir les organisateurs.

Racim C.

Tunisie

Ouverture du Festival international des oasis de Tozeur

La 41^e édition du Festival international des oasis de Tozeur, organisé du 25 au 28 décembre 2019, a débuté mercredi sur la place de l'Oasis à la Médina de Tozeur, en Tunisie.

La cérémonie inaugurale, organisée devant une grande affluence en cette période des vacances, a été marquée par un rassemblement de cavaliers, d'agriculteurs des oasis et de femmes de la région, offrant un

spectacle aux sonorités métisses entre folklorique, soufisme et bédouin.

Le festival se poursuit à travers la programmation de spectacles quotidiens de Tunisie et de divers pays hôtes dont l'Algérie, la Libye et le Japon.

A l'ouverture du festival, René Trabelsi, ministre tunisien du Tourisme et de l'Artisanat, a souligné l'importance de cette manifestation annuelle qui bénéficie d'un

large soutien de la part de son département, «*le but étant de revaloriser la place des oasis de Tozeur dans le circuit touristique et culturel*».

Il a aussi évoqué une hausse des indicateurs du tourisme intérieur et un taux d'occupation de 100 % dans les unités hôtelières de la région qui offre une variété de manifestations hivernales.

R. C.



Elle succède au Maroc L'EN, meilleure sélection africaine

LA SÉLECTION algérienne de football, championne d'Afrique en titre, est désignée meilleure équipe du continent en 2019, selon le classement établi par le magazine «Jeune Afrique».

Les «Verts», qui succèdent au Maroc, devançant notamment le Sénégal, la Nigeria, la Tunisie et Madagascar, la grosse surprise de l'année. Vainqueur de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) en Egypte l'été dernier, l'Algérie s'installe donc logiquement à la première place du classement 2019 des sélections nationales. «Jamais l'Algérie ne s'était installée en tête de ce classement. Sa première place est incontestable, tant elle a dégagé une impression de puissance et de sérénité, mêlée à une qualité technique naturelle. En Egypte, où elle était initialement considérée comme un gros outsider, la sélection de Djamel Belmadi a vite revêtu les habits d'un favori», a écrit «Jeune Afrique». «Un premier tour parfaitement négocié – trois victoires dont une face au Sénégal (1-0) sonnant comme une répétition – puis une suite de parcours du même niveau, avec, notamment, un succès contre la Nigeria en

demi-finales (2-1) grâce à un but aussi tardif que somptueux de Mahrez. En finale, comme trois semaines plus tôt, les «Fennecs» ont fait le minimum contre les Lions de la Téranga (1-0), offrant au pays la deuxième CAN de son histoire après celle conquise à Alger en 1990», poursuit le magazine. Grâce à son ossature (M'Bolhi, Bennacer, Bounedjah, Feghouli, Mahrez), l'Algérie a depuis confirmé qu'elle était bien le numéro 1, après un succès en amical contre la Colombie (3-0), ou encore ses débuts parfaits (deux victoires) en qualifications pour la CAN-2021, conclut la publication.

Les coéquipiers de Riyad Mahrez sont en lice pour le trophée de la meilleure équipe nationale africaine 2019 décerné par la Confédération africaine de football (CAF). Madagascar et le Sénégal sont les deux autres concurrents. Le lauréat sera connu le 7 janvier prochain.

Le Sénégal, finaliste malheureux de la CAN-2019 face à l'Algérie, occupe la deuxième place du classement 2019 des sélections africaines. Le Nigeria, 3^e de la CAN-2019, complète le podium.

Tennis de table

Le pongiste Kherouf souhaite prendre part aux JO

MÉDAILLÉ d'or lors du Championnat nord-africain de tennis de table (seniors) par équipes et en individuel disputé récemment à Oran, le pongiste algérien Samy Kherouf vise la qualification aux Jeux olympiques (JO) de 2020 prévus à Tokyo. «Ça fait un bon bout de temps que je me prépare pour le tournoi qualificatif aux JO de Tokyo qui aura lieu en février prochain à Tunis. Ce ne sera guère une mince affaire, mais je ferai tout pour arracher l'un des quatre billets africains qui seront mis en jeu», a déclaré Kherouf. Avant ce tournoi qualificatif pour le rendez-vous planétaire japonais, il sera question aussi pour le pongiste

algérien, médaillé d'or lors des précédents Jeux africains tenus à Rabat (Maroc) l'été dernier, d'améliorer son classement sur la scène continentale, à l'occasion du Top 16 africain, une épreuve à laquelle il vient de se qualifier grâce à sa première place dans le Championnat nord-africain d'Oran. «Pour la précédente Coupe d'Afrique disputée au Nigeria, j'ai terminé à la troisième place. Le fait d'avoir décroché une place sur le podium constitue pour moi un véritable exploit au vu du niveau élevé qui a marqué ce tournoi avec la présence notamment des pongistes égyptiens et nigériens», a encore indiqué le vedette de l'AJ Khroub.

JM Oran-2021

La préparation doit s'accélérer

L'ANNÉE 2019 qui s'achève aura été un tournant décisif dans la préparation de la 19^e édition des Jeux Méditerranéens qu'abritera Oran en 2021. Le Comité international de cette manifestation (CIJM) table énormément sur cette édition pour redonner aux JM le lustre d'antan qu'ils commencent à perdre depuis quelques années, selon les observateurs.

Et pour relever un tel défi, des engagements ont été pris dans ce sens et la mobilisation est totale pour faire du rendez-vous une véritable fête pour la jeunesse des rives de la Méditerranée.

Il se trouve néanmoins que certaines contraintes sont apparues au grand jour au cours de cette année 2019, plongeant tout le monde dans la peur de ne pas honorer à temps les engagements pris. Allusion faite, entre autres, aux chantiers

du complexe olympique et du village méditerranéen, tous les deux implantés dans la commune de Bir El Djir (Est d'Oran).

Deux infrastructures de taille qui ont pris plus de temps qu'il ne faut pour être livrées. Conscients ainsi des risques que pourrait engendrer un éventuel retard dans la livraison de ces deux sites, les plus importants dans l'organisation des JM, les pouvoirs publics ont décidé de prendre le taureau par les cornes. En effet, le conseil interministériel, présidé par le Premier ministre le 18 juin 2019, aura été le déclencheur d'une course contre la montre pour rattraper le retard enregistré dans l'achèvement de ces deux infrastructures, ainsi que tous les autres sites, au nombre de huit, faisant depuis un peu plus d'une année l'objet d'une vaste opération de réhabilitation.

Ligue des champions d'Afrique/USMA-Mamelodi Sundowns

Les Rouge et Noir pour un premier succès

■ L'USM Alger sera ce soir à l'épreuve du leader du groupe dans lequel elle est versée, à savoir la formation sud-africaine Mamelodi Sundowns, qu'elle affrontera au stade Mustapha-Tchaker de Blida.



Les Usmistes veulent se reprendre

Par Mahfoud M.

Les Rouge et Noir qui ont enregistré deux matchs nuls jusqu'à présent, respectivement face aux Marocains du WA Casablanca à Blida et face aux Angolais de Pétro Atlético à Luanda, souhaitent remporter leur premier succès lors de cette compétition. Pour cela, ils doivent se donner à fond. Les poulains de Dziri, malgré le fait d'enregistrer des résultats en dents de scie surtout en championnat national, savent qu'ils doivent se reprendre pour tenter d'aller le plus loin possible

dans cette compétition. Certes, la mission sera très difficile face aux Sud-Africains qui restent très coriaces même à l'extérieur de leurs bases, mais les Usmistes restent décidés à l'emporter. Il faut savoir que Mamelodi Sundowns est arrivé à Alger une semaine avant cette rencontre pour s'adapter au climat qui règne dans le pays pour réussir un résultat probant. C'est pour cela que cette équipe de l'USMA doit faire très attention à cet adversaire qui ne se déplace pas en touriste mais souhaite repartir avec les trois points du succès

qui lui permettront de conforter sa place de leader, se rapprocher encore plus de son objectif de se qualifier et aller loin dans cette compétition et pourquoi pas l'emporter en raison des moyens dont il dispose, contrairement à l'USMA qui souffre financièrement. Pour ce match, les Algérois devraient bénéficier du retour de quelques joueurs décisifs à l'exemple du Libyen El Laffi et du latéral droit Meftah, qui disposent d'une grande expérience et devraient aider l'équipe dans ce genre de rencontre.

M. M.

Coupe d'Algérie (1/32^e de finale)

Les favoris ont tenu leur rang

La logique a été plutôt respectée, à l'occasion de la première partie des matchs des 32^e de finale de la Coupe d'Algérie de football, disputés jeudi, alors que l'AS Marsa (Régionale 2), l'un des trois petits poucets de l'épreuve, a validé son billet pour le prochain tour.

Ces 32^e de finale, marquant l'entrée en lice des clubs de la Ligue 1, a permis à l'ASO Chlef et au Paradou AC d'éviter le piège, en se qualifiant avec aisance respectivement face à l'US Béni Douala (amateur) 6-1, et FC Bir El Arch (inter-régions) 5-0. Le NA Hussein-Dey n'est pas en reste, en validant son ticket au stade Souidani-Boudjemaâ de Guelma aux dépens de l'AB Sabath (Régionale 1) 3-1.

L'ASO Chlef est déjà fixée sur son adversaire en 16^e de finale, puisqu'elle accueillera l'IRB

Boumedfaâ (inter-régions), large vainqueur à domicile face au NT Souf (amateur) 3-0, idem pour le Paradou AC qui recevra le MC El-Bayadh, vainqueur de l'IB Lakhdaria (0-0, aux t.a.b : 4-3).

Chez les pensionnaires de Ligue 2, encore engagés dans cette compétition, l'AS Khroub a disposé devant son public de la JS Bordj Ménaïel (inter-région) 2-1, pour donner rendez-vous au vainqueur du CAB B Arréridj (Ligue 1) - IR Mécheria (inter-régions), prévu samedi.

L'AS Marsa, l'un des trois petits poucets de l'épreuve, en compagnie du Mouloudia Oued Chaâba et MJ Arzew, issus de la Régionale 2, a réservé sa place en 16^e de finale en éliminant à domicile l'E. Sour Ghoulane (inter-régions) 2-0, alors que c'est déjà la fin de l'aventure pour le M. Oued Chaâba, battu chez l'ARB Ghriiss (inter-régions) 3-0.

De son côté, le pensionnaire de Ligue 1, le MC Oran a disposé de son voisin, MJ Arzew (Régionale 2) sur le score sans appel de (6/1). Enfin, le choc entre deux vainqueurs de ce trophée, l'Entente de Sétif et la JSM Béjaïa s'est soldé sur un score nul, deux partout, mais l'ESS a été plus adroit lors des tirs aux buts qu'elle a remportés (8/7), décrochant de ce fait le billet de la qualification pour les huitièmes de finales.

Ces 32^e de finale se poursuivront aujourd'hui avec notamment le déplacement du détenteur du trophée et leader de Ligue 1 le CR Belouizdad à Mascara pour défier l'IS Tighennif (inter-régions) à 14h00, alors que le choc entre clubs de Ligue 1 se jouera au stade Chahid-Hamlaoui entre le CS Constantine et le NC Magra (17h30).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Oran

Carambolage entre deux bus et plusieurs voitures, 12 blessés

UN CARAMBOLAGE ayant mêlé deux bus et plusieurs véhicules légers a fait 12 blessés jeudi soir à l'est d'Oran, a-t-on appris hier des services de la Protection civile. L'accident s'est produit lorsque deux bus et six véhicules légers sont entrés en collision sur la route nationale 11, dans son axe transitant par la commune de Gdyl, à l'est d'Oran, faisant 12 blessés qui

ont été évacués au service des urgences médico-chirurgicales de l'hôpital d'El-Mohgoun, à Arzew, selon la même source. Les personnes blessées, âgées entre 18 et 55 ans, ont reçu les premiers soins sur place, prodigués par les éléments de la Protection civile, avant d'être transférées à l'hôpital d'El-Mohgoun, a-t-on indiqué de même source. Y. N.

El-Oued

Évacuation en urgence d'un patient par hélicoptère, une première nationale

UN PATIENT a été évacué en urgence jeudi soir à partir de l'aéroport de Guemar (14 km au nord d'El-Oued), une première du genre au niveau national, ont indiqué des responsables ayant supervisé l'opération. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une convention signée entre les ministères de l'Intérieur, de la Santé et des Transports portant obligation de la prise en charge des patients des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux dans son volet relatif à l'évacuation par voie aérienne dans les cas délicats, a précisé le directeur local de la Protection civile, Ahmed Baoudji. Le patient a été évacué

à bord d'un hélicoptère de type (AW139) relevant des services de la Protection civile ayant pris en charge les procédures du transport aérien. Il s'agit de Necib Khelifa (60 ans) souffrant de complications cardiaques, placé en soins intensifs à l'hôpital Djilali Ben Amer (centre-ville), qui a été évacué à la clinique des Oasis à Ghardaïa (430 km du chef-lieu de la wilaya d'El Oued), a fait savoir le directeur de la santé, Abdelkader Laouini. Tous les moyens humains et matériels ont été réunis pour assurer la prise en charge du patient, son évacuation et le suivi de son état de santé. M. O.

Ain Defla

Un mort dans une explosion dans un local de réparation de réfrigérateurs

Une personne est décédée suite à une explosion de gaz survenue jeudi en début de soirée à Ain Lachiakh (50 km au sud de Ain Defla) dans un local de réparation de réfrigérateurs, a-t-on appris hier auprès de la direction locale de la Protection civile. La victime (33 ans) s'affairait à réparer un réfrigérateur dans un local situé à la rue du 1^{er} Novembre de Ain Lachiakh lorsqu'une explosion de gaz acétylène se produisit, la tuant sur le coup, a précisé l'officier de permanence de la direction locale de ce corps constitué, le lieutenant

Makhlouf Cherief. Outre le décès enregistré, l'explosion en question a provoqué l'effondrement partiel du plafond du local ainsi qu'une panique parmi les résidents des habitations qui lui sont limitrophes. L. O.

Etats-Unis/Hawaii

Disparition d'un hélicoptère de tourisme avec sept personnes à bord

UN HÉLICOPTÈRE de tourisme a disparu jeudi au large des côtes de Hawaii avec sept personnes à bord, ont indiqué hier les gardes-côtes américains qui ont



Visite d'erdogan en Tunisie

Tizi-Ouzou

Un véhicule dérape et chute dans un ravin, un mort

■ Une personne a trouvé la mort jeudi, dans un accident de la circulation survenu dans la commune d'Illoula Oumalou (60 km au sud-est de Tizi-Ouzou).

Par Hamid M.

Selon les indications fournies par la cellule de communication de la Protection civile, à l'origine du drame le dérapage suivi d'une

chute dans un ravin à hauteur du village Ighil Igueltounène coûtant la vie à un homme, le conducteur, de 51 ans. Les éléments de la Protection civile de l'Unité de Bouzguène sont inter-

venus pour dégager le corps de la victime et la transférer vers la polyclinique de la localité alors qu'une enquête a été ouverte pour élucider les circonstances exactes de l'accident. H. M.

Naâma, Tlemcen, Mostaganem et Khenchela

Sept narcotrafiquants arrêtés et plus de 100 kg de kif saisis

DES DÉTACHEMENTS combinés de l'Armée nationale populaire, en coordination avec les services de la Sûreté nationale, ont appréhendé, jeudi à Naâma, Tlemcen, Mostaganem et Khenchela, sept narcotrafiquants et saisi un quintal et 27 kilogrammes de kif traité, indique hier

un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire, en coordination avec les services de la Sûreté nationale, ont appréhendé, le 26 décembre 2019, à

Naâma, Tlemcen, Mostaganem et Khenchela, sept narcotrafiquants et saisi un quintal et un kilogramme de kif traité, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté un individu et saisi 830 unités de différentes boissons à Biskra», note la même source. H. Y.

Foot/ Distinction (Prix Eusébio-2019)

Sadio Mané remporte le trophée, Belaïli dauphin

L'international sénégalais de Liverpool (Premier league anglaise de football), Sadio Mané, a remporté le Prix Eusébio-2019, décerné par Wanacorp au meilleur joueur africain ou d'origine africaine durant l'année civile, devant les Algériens Youcef Belaïli (Ahly Djeddah/ Arabie saoudite), et Baghdad Bounedjah (Al Saad/Qatar), a rapporté jeudi soir le site Africatopsports.com. Sado Mané, 27 ans, succède ainsi au Français, d'origine

Maliennne, Ngolo Kanté (Chelsea/Angleterre). Le vice-champion d'Afrique en 2019 avec sa sélection (défaite en finale 1-0 contre l'Algérie, ndr), Wanacorp a rapporté jeudi soir le site Africatopsports.com. Sado Mané, 27 ans, succède ainsi au Français, d'origine

Premier League et du meilleur joueur en 2019 par So Foot, «la rédaction de Wanacorp a choisi de récompenser les performances de haute volée du joueur de Liverpool et des Lions de la Teranga en 2019 mais aussi la régularité d'un joueur qui fait briller le football africain depuis maintenant plusieurs saisons consécutives», peut-on lire sur le site de l'organisation qui décerne le trophée. Le podium du Prix Eusébio-2019 a été complété par les Algériens Youcef Belaïli (27

ans) et Baghdad Bounedjah (28 ans), alors que l'Egyptien Mohamed Salah et le Franco-Camerounais Kylian Mbappé ferment le Top 5 du sondage. Pour les initiateurs, les deux Algériens «auraient pu légitimement prétendre à la victoire finale du Prix Eusébio grâce au sacre obtenu en Egypte. Parmi les cinq finalistes, Wanacorp a retenu la superbe année de Youcef Belaïli, double champion d'Afrique en club avec l'ES Tunis, et dont l'impact dans le jeu de la sélection,

lors de la dernière CAN-2019 a été important». Pour sa part, le buteur en finale de la CAN-2019 contre le Sénégal, Baghdad Bounedjah a attiré l'intérêt de la rédaction de Wanacorp. «L'avant-centre d'Al-Saad, meilleur buteur mondial des clubs en 2019 et champion du Qatar 2018, a également montré que le talent africain pouvait s'exprimer ailleurs qu'en Europe».

Racim S.